

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e Internationale)

Permanence : 19, rue Daguerre - PARIS-XIV

Tous les après-midi de 19 à 20 h. Dimanche de 9 à 12 h.

Re.D.A.R

Pourquoi les trotskystes veulent une Constituante unique et souveraine

Une Constituante ? **OUI**
Domestiquée ? **NON**



Où en sommes-nous à la veille des élections ?

Une reprise économique qui ne se fait pas.

Dans toutes les branches de l'industrie, l'anarchie, la passivité, l'incurie.

Un chômage croissant et rien de prévu pour réintégrer dans la production les prisonniers et les déportés.

Une augmentation incessante du coût de la vie.

Une crise du logement sans précédent.

Le marché noir plus florissant que jamais.

La corruption installée partout.

Les « collaborateurs » épargnés, les profiteurs de guerre menant joyeuse vie.

Voilà le climat dans lequel s'ouvre la lutte électorale pour les élections à la Constituante.

D'OU VIENT CETTE SITUATION ?

Que l'on interroge les partis ouvriers, de la résistance, que l'on s'adresse aux paisibles radicaux et voire même plus à droite encore, la réponse est unanime.

Cent et mille fois, dans leur presse, leurs motions, leurs manifestes, devant les militants de leurs Congrès et devant les grandes masses, communistes, socialistes, « résistants », ont désigné les responsables de nos malheurs :

« LES TRUSTS SANS PATRIE, ORGANISATEURS DE LA MISERE ».

Et pourtant, quoique si clairement et si unanimement désigné, l'ennemi semble insaisissable :

Hier après avoir engendré le fascisme, il nous précipitait dans la plus atroce des guerres. Aujourd'hui, à chaque instant, il affirme encore sa vitalité tenace en sabotant la reprise économique et en tramant de sombres complots contre la démocratie.

Quel est donc en vérité, ce monstre, cet hydre aux cent têtes ? Comment donc lui mettre la main au collet et pour toujours le mettre hors d'état de nuire ?

QU'EST-CE DONC QUE LES TRUSTS ?

Les Trusts, ce n'est pas une maffia mystérieuse et insaisissable, c'est tout simplement le produit de l'évolution du capitalisme, C'EST LE VISAGE ACTUEL DU POUVOIR ECONOMIQUE DE LA BOURGEOISIE.

Les trusts c'est le Comité des Forges du de Wendel, la Compagnie de l'Electricité de Mercier, la Société des Produits Chimiques Rhône-Poulenc (I.G. Farben française), etc.

Abattre les trusts est-ce détruire les hauts-fourneaux ? Est-ce disperser l'outillage ultra-moderne des grandes usines ? Non, c'est au contraire les mettre au service des masses laborieuses et non plus d'une étroite oligarchie financière. Mais laisser croire qu'on peut se débarrasser de celle-ci sans s'attaquer à tout le régime capitaliste qui est son fondement même, c'est, nous allons le montrer, duper honteusement les masses laborieuses et leur préparer les pires catastrophes.

LA DEMOCRATIE SOUS LE REGIME DES TRUSTS

Maitresse incontestée du pouvoir économique, l'oligarchie qui possède les trusts, ne l'est pas moins du pouvoir politique : l'Etat entre ses mains n'est que l'agent du « maintien de l'ordre », c'est-à-dire de ses privilèges, et l'histoire de la III^e République n'est que celle de la corruption du système parlementaire au bénéfice du grand capital.

Pendant longtemps, la bourgeoisie put s'accomoder d'une instabilité ministérielle qui voyait se succéder au gouvernement tantôt ses représentants directs, les Tardieu, Raynaud, Laval... qui faisaient cyniquement ses affaires, tantôt, lorsque le mécontentement populaire devenait trop violent, les respectables barbes radicales, qui, après avoir abusé les masses par leur démagogie, n'avaient rien de plus pressé que de mettre les pouces de-

vant l'oligarchie financière et la haute administration qui lui est inféodée pour s'en faire les plats valets.

Et pourtant l'heure sonnait où la bourgeoisie n'allait plus pouvoir tolérer même cette pseudo-démocratie : devant la crise grandissante il lui fallait étouffer la voix de la classe ouvrière et jusqu'à la simple critique parlementaire.

Elle aspire alors à un pouvoir « fort et stable », sous les ordres directs des 200 familles, qui défende pied à pied ses privilèges et qui sache réprimer sans ménagement toute tentative de révolte de la part des exploités. Ce fut en Allemagne l'avènement du FASCISME. Ce fut en France, après la tentative du coup d'Etat fasciste du 6 février 1934 l'apparition avec le gouvernement Doumergue du SYSTEME DES DECRETS-LOIS.

Réunissant en lui le pouvoir législatif et exécutif le gouvernement pouvait prendre désormais rapidement toute décision exigée par les trusts : les députés ont abdicqué tout pouvoir. La puissante poussée des masses en 1936, allait mettre en danger le pouvoir du grand capitaliste, mais les efforts conjugués de Blum et Thorez pour faire respecter les cadres de la légalité bourgeoise qu'il aurait fallu rompre à tout prix, devaient inévitablement mener à la défaite ouvrière et à la prompte revanche de la bourgeoisie.

Sous Daladier « l'homme du Front populaire » et de la grève du 30 novembre 1938 les décrets-lois deviennent d'un usage courant. La démocratie était bien malade. Enfin la loi du 8 décembre 1939 faisait des décrets-lois un procédé normal de gouvernement, en autorisant leur emploi jusqu'à la fin des hostilités.

Et que signifiait donc la loi du 10 juillet 1940, consacrant l'avènement du gouvernement Pétain-Laval si ce n'était donner valeur constitutionnelle à la pratique des décrets-lois ? Cette loi ne fut-elle pas pour les trusts français le moyen de renforcer leur appareil de domination et de faire payer aux masses laborieuses les frais de la guerre et de la défaite ?

Voilà comment la bourgeoisie a corrompu et saboté la démocratie pour aboutir à Pétain.

QU'A-T-ELLE FAIT SOUS DE GAULLE ?

Au lendemain de la « Libération », la situation s'avère plus difficile que jamais. C'est à CINQ MILLIARDS de francs que Dautry estime les frais de la reconstruction. L'outillage est usé et retardataire. La banque et l'industrie savent fort bien que les masses gorgées des promesses d'hier sont et seront chaque jour plus mécontentes et avides de changement. Empêcher leur libre expression devient pour la bourgeoisie une impérieuse nécessité.

Mais au lendemain d'août 1944, les masses se dressaient puissantes. Dans de nombreuses usines vivaient des COMITES OUVRIERS. LES MILICES PATRIOTIQUES (devenues G.C.R.) réunissaient les travailleurs en armes. Les F.F.I. (en majorité F.I.P.) représentaient une force réelle, en partie seulement contrôlée par les officiers de la « Grande Culbute ». Les COMITES D'EPURATION siégeaient et demandaient des comptes aux patrons et à leurs larbins.

Une telle situation, pour la bourgeoisie, était intolérable.

De Gaulle se mit à l'œuvre.

Sous l'oripeau démocratique de la légalité républicaine se dissimulait un gouvernement incontrôlé dont le chef n'avait de comptes à rendre qu'à lui-même, choisissait et chassait tour à tour les ministres, se moquait éperduement des avis de la Consultative.

Sa première tâche fût de détruire ces organismes qu'il ne contrôlait pas — et ce fut bientôt fait. Tour à tour les comités d'usines, les F.F.I., les G.C.R., les comités d'épuration disparurent. Tout ceci avec de bonnes paroles.

Daniel Mayer et Thorez, Sailant et Frachon, intervinrent lorsque le mécontentement ouvrier s'exprimait trop ouvertement et aidèrent de Gaulle dans sa tâche liquidatrice.

Voilà bien le gouvernement qu'il fallait aux trusts pour briser la volonté d'émancipation des mesures laborieuses et leur imposer les frais de la reconstruction.

Il est clair que la meilleure solution pour les trusts était de maintenir un tel gouvernement au pouvoir et de ne jamais faire d'élections.

Mais son incapacité à résoudre la crise, malgré la politique de soutien des partis ouvriers se heurtait à l'hostilité croissante des masses ouvrières et de larges couches de la petite bourgeoisie.

C'est cette poussée même des masses laborieuses qui a obligé de Gaulle à fixer lesdites élections pour la Constituante qu'il avait promise démagogiquement à Alger mais dont il ne parlait plus.

Constituante donc il y aurait puisque la puissance encore trop grande des travailleurs obligeait, pour l'heure, à écarter l'usage du coup de force.

Mais la nécessité d'étouffer la volonté populaire n'en était que plus grande.

Voilà pourquoi de Gaulle utilisant à fond le prestige qui lui reste, et que la politique des partis ouvriers a largement contribué à créer, cherche à donner au referendum le caractère d'un plébiscite personnel.

Voilà pourquoi il impose un mode de scrutin et un découpage des circonscriptions scandaleusement truqué au profit de la réaction.

Voilà pourquoi hier enhardi par leur passivité, il refusait de recevoir les délégués des partis ouvriers et de la C.G.T. C'est comme ça qu'il entend donner la parole au peuple !

Que veut de Gaulle et avec lui la bourgeoisie ?

Demeurer chef incontrôlé du gouvernement pendant les sept mois de session qu'il fixe à la Constituante, surveiller ses travaux, obtenir une Constitution qui lui soit favorable, sinon se réserver tous les moyens et refaire contre elle le coup de Napoléon III.

Il a en effet des armes puissantes et qu'il ne cesse de renforcer : Une administration de 2.700.000 fonctionnaires soumis à son autorité.

Une armée chaque jour plus proche de son idéal d'armée de métier, c'est-à-dire une armée de coup d'Etat. Une police dévouée, doublée d'un appareil personnel (D.G.E.R.).

Pour l'instant il utilise les chefs ouvriers pour calmer l'effervescence populaire mais il n'a en eux qu'une confiance limitée pour maintenir indéfiniment son pouvoir et laisse les officiers

magouillards s'armer et les partis fascistes se reconstituer (voir U.P.R. de Vallin, ex-P.S.F.).

Voilà le visage de la démocratie à l'époque des trusts et voilà son chef, le général de Gaulle, auquel les partis ouvriers ont pendant des années tressé des couronnes !

COMMENT LES PARTIS OUVRIERS COMBATTENT

LES TRUSTS

A les entendre, socialistes et communistes sont décidés à abattre les trusts, à donner la parole au peuple, voyons-les à l'œuvre :

BLUM ET MAYER

N'est-il pas étonnant — et les travailleurs socialistes ne sont pas les derniers à s'en étonner — que dans sa sale besogne de Gaulle trouve l'appui des chefs socialistes ?

Car le texte gouvernemental ne reprend-il pas mot pour mot LE PROJET AURIOL ? et Blum n'invite-t-il pas à répondre OUI à la 2^e question ? Et pourtant, comment une assemblée pourrait-elle faire l'œuvre révolutionnaire que les chefs socialistes disent souhaiter, si ses pouvoirs sont par avance LIMITES.

Pourquoi cette attitude ? C'est que les chefs socialistes ont avec décision opté pour le côté du manche. Loin de mobiliser les masses pour la lutte contre l'absolutisme de Gaulle, ils ont délibérément choisi de composer avec lui. Il aspirent à régner sous sa houlette.

Le Congrès socialiste proteste contre la proportionnelle bâtarde, mais les ministres socialistes plient l'échine devant de Gaulle.

L'attrait des portefeuilles prime pour eux toute autre considération. Ils sont pour cela prêts à tous les compromis, aujourd'hui avec les pêcheurs en eau trouble de l'U.D.S.R. et la Jeune République.

Avec qui demain ?

ET THOREZ, DUCLOS ?

Les chefs du P.C.F. mènent grand bruit dans l'Humanité et par meetings contre les projets de De Gaulle et pour la Constituante Souveraine.

Mais nous n'oublions pas un seul instant que si aujourd'hui une nouvelle menace plane sur les libertés démocratiques, Thorez, Duclos, Marty et autres en portent une large part de responsabilité.

Pourrait-il seulement être question d'atteinte aux libertés si, au lieu de désarmer les milices (ce que De Gaulle n'avait pu faire seul), Thorez avait appelé à leur renforcement.

Pourrait-on supposer un seul instant que la Constituante ne fut pas souveraine, si par tout le pays existait un vaste réseau de COMITES D'USINES (que le P.C.F. et les chefs syndicaux ont détruit lorsqu'ils existaient), de COMITES DE MENAGERS (presque toujours réduits à l'impuissance ou détruits dans de nom-

breux cas par les dirigeantes de l'U.F.F.), de COMITES DE PAYSANS TRAVAILLEURS, de COMITES DE SOLDATS ?

Voilà où mène la politique d'un seul pouvoir, une seule police, une seule armée chère à Maurice Thorez.

Mais la responsabilité des dirigeants du P.C.F. ne sera-t-elle pas autrement aggravée demain ? Car de la façon dont ils mènent la bataille pour la Constituante Souveraine celle-ci n'est nullement gagnée d'avance.

De Gaulle impose le referendum plébiscitaire.

De Gaulle impose un mode de scrutin truqué et réactionnaire.

De Gaulle répond aux délégués ouvriers par une fin de non recevoir aussi brutale que provocante mais Blum « ne comprend plus » et Benoit Frachon « s'étonne »...

Comment des flots de paroles et des articles de journaux feraient-ils reculer de Gaulle quand on a par avance affirmé qu'on ne romprait pas la coalition gouvernementale.

Face à l'offensive des trusts, il ne fallait pas se contenter de discours et de campagnes de presse, mais au lieu de désorienter et de décourager les masses par des capitulations incessantes, il fallait LES MOBILISER.

Faire appel à leur initiative, organiser de VASTES RASSEMBLEMENTS et MANIFESTATIONS, réaliser le FRONT UNIQUE DES PARTIS OUVRIERS, FAIRE APPEL A LA GREVE contre le truquage électoral.

Il fallait, il faut encore, organiser dans les quartiers, les usines, DES COMITES DE DEFENSE DE LA CONSTITUANTE ouverts à tous, décidés à prendre toute mesure pour assurer l'équité du suffrage et la souveraineté populaire.

Mais une fois encore les dirigeants du P.C.F. font des discours et laissent les masses livrées à la réaction.

Que veulent donc les chefs communistes ?

Pour une part ils sont partisans d'une Constituante Souveraine, de la responsabilité des ministres, de la proportionnelle.

Tout cela leur donnera une participation plus large au gouvernement qu'ils ont réclamée jusqu'ici en vain : ils espèrent en obtenir un rapprochement diplomatique avec la Russie.

Mais ce qu'ils craignent et refusent, c'est la perspective d'une victoire électorale trop éclatante qui les obligerait, seuls ou avec les socialistes à prendre la responsabilité du pouvoir pour appliquer leur programme, car ils savent que cette victoire ne peut être arrachée que par un vaste élan des masses qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir stopper comme en 1936 et qui serait la première vague de la Révolution.

Voilà pourquoi, plutôt que de se mettre hardiment à la tâche, ils préfèrent continuer leur démagogie, car ce n'est que démagogie que d'appeler les travailleurs à lutter contre les trusts quand en même temps on collabore avec leurs représentants.

Voilà pourquoi leur préférence va à un bloc pourri avec Herriot et les chefs radicaux partisans de la Constitution de 1875.

A qui fera-t-on croire que pour réaliser un programme il faut absolument s'unir aux adversaires déclarés de ce programme ?

Nous dénonçons les chefs ouvriers comme responsables de la confusion politique actuelle et de sa conséquence inévitable, le renforcement de la réaction.

Tout en prononçant des phrases véhémentes contre les

trusts, ils capitulent en fait devant eux et se refusent systématiquement à poser le problème du pouvoir sous son angle véritable : RESTERA-T-IL ENTRE LES MAINS DE LA BOURGEOISIE ET DE SES VALETS ?

IRA-T-IL AU PROLETARIAT DONT LA VICTOIRE PEUT SEULE GARANTIR NOS LIBERTES LES PLUS ELEMENTAIRES ?

A l'époque des trusts, la lutte pour la démocratie se confond avec la lutte pour le socialisme, renoncer à celle-ci, c'est laisser la voie libre au fascisme.

NON, LE DILEMME N'EST PAS DEMOCRATIE OU FASCISME. C'EST BIEN SOCIALISME OU FASCISME.

Le programme des Trotskyistes pour lutter contre les Trusts

LES TACHES DE LA CONSTITUANTE

Chaque travailleur conscient des villes ou des champs doit bien comprendre, et faire comprendre autour de lui, toute l'importance de cette consultation électorale. Elle dira si oui ou non on s'avancera plus avant encore dans la voie de l'absolutisme, elle affirmera ou non la survivance du gâchis, de l'incurie, de l'anarchie dans la production ; elle désignera clairement au profit de qui se fera la reconstruction et qui en fera les frais : les capitalistes ou les pauvres gens.

La Constituante aura deux tâches urgentes à remplir :

1° Remettre en marche l'économie pour donner à tous du travail et du pain.

2° Promulguer une constitution démocratique, c'est-à-dire consacrant la souveraineté des masses populaires et assurant leur contrôle direct et permanent sur les affaires de l'Etat.

Comment remettre en marche l'économie ?

UNE ECONOMIE DELABRÉE

Une longue année de gouvernement de Gaulle a largement confirmé ce que nous affirmions dès septembre, à savoir :

QUE LA REMISE EN MARCHÉ DE L'ECONOMIE NE PEUT PAS SE FAIRE SOUS LA DIRECTION DES CAPITALISTES.

Point n'est besoin aux petites gens des statistiques de M. Pleven pour savoir qu'ils ont faim et qu'ils n'ont pas de chaussures, que

face à des milliers de milliards de ruines à relever. **LE CHOMAGE GRANDIT A NOUVEAU !**

Point n'est besoin de les endormir avec la fable dorée d'une renaissance de la France des capitalistes. Ils savent que déjà avant la guerre le capitalisme détruisait du café et du sucre, dénaturait le blé et l'alcool, imposait aux masses des sacrifices toujours accrus et le chômage grandissant sur lesquels s'édifiait la prospérité des oligarchies financières et du haut patronat.

Et aujourd'hui l'anarchie capitaliste, aggravée par le sabotage des hommes des trusts, ne peut qu'éterniser le chaos dont les exploités subissent toutes les rigueurs. Aux uns le profit, aux autres les frais de la guerre impérialiste et de la reconstruction : les bas salaires, la famine, la vie chère, la longue journée de travail et le chômage.

Voilà ce qu'oublient les stratèges de la coalition avec les capitalistes : ils se font les complices de ce triste état de choses. Lorsqu'ils s'inclinent devant de Gaulle ils s'inclinent devant Schneider, lorsqu'ils s'allient avec Herriot ils font un pacte avec les trusts.

COMMENT EN SORTIR ?

Oui ! Comment en sortir et donner à tous du travail et du pain ? Il ne suffit pas de constater le désastre pour y remédier.

C'est pourquoi les Trotskystes ont indiqué la voie juste et appellent les travailleurs à s'y engager résolument :

Le premier acte doit être le recensement total du potentiel national (état des machines, des transports, des disponibilités en matières premières) que les syndicats ouvriers peuvent et doivent entreprendre sans retard.

Sur la base de ce recensement, la C.G.T. doit établir un PLAN de remise en route de l'économie pour satisfaire par priorité les besoins criants : transports, alimentation, vêtements et chaussures, logement, rééquipement industriel.

FAUT-IL NATIONALISER ?

Oui ! Pour appliquer ce plan de salut public, il faudra briser l'hostilité du patronat et des banques qui ne se soucient guère de la misère du peuple, mais beaucoup de leurs profits. Il n'y a pas d'autres moyens de briser ces résistances que la nationalisation de toutes les grandes entreprises, à commencer par les industries clés et en se conformant aux exigences du plan.

Une réalisation d'une telle ampleur ne peut réussir que si l'on met de son côté le nerf de la guerre : les capitaux. Comment ?

En nationalisant les banques et compagnies d'assurances. En expropriant purement et simplement les gros capitalistes (nationalisation sans indemnité ni rachat!).

En confisquant tous les bénéfices de guerre. Les travailleurs devront être vigilants pour que ne se renouvelle pas la farce des FAUSSES NATIONALISATIONS qui laissent les entreprises sous le contrôle des capitalistes ou d'agents à leur solde et conservent aux actionnaires le Conseil d'administration, la propriété des actions et la jouissance des dividendes, l'Etat n'intervenant que pour payer le déficit éventuel (S.N.C.F., Houillères, etc.).

Une autre forme de fausse nationalisation a été réalisée par le ministre Tillon : celui-ci ayant grassement indemnisé les capitalistes du trust *Gnome et Rhône*, ils ont pu avec leurs capitaux liquides créer avec les trusts américains un consortium concurrent de *Gnome et Rhône* « nationalisé ».

Les capitalistes doivent être EXPROPRIÉS ET NON INDEMNISÉS des fruits de l'exploitation des travailleurs !

QUI GERERA LES ENTREPRISES NATIONALISEES ?

C'est là une question décisive à laquelle nous entendons répondre clairement. Par une série de manœuvres, par l'utilisation d'hommes de paille, les 200 familles parviendront inévitablement à remettre la main sur l'appareil de production et à saboter l'effort sans précédent qu'impose la reconstruction, tant que le CONTROLE ou la GESTION directe des entreprises n'appartiendra pas aux COMITÉS D'USINES groupant ouvriers et techniciens. Aux comités d'usines, groupés localement et par branches d'industrie, il appartiendra également d'assurer le circuit des matières premières et des produits intermédiaires.

L'application du plan ne saurait donc se faire sans le CONTROLE OUVRIER à tous les échelons.

L'utilisation de la main-d'œuvre doit aussi être contrôlée par les travailleurs eux-mêmes. Le chômage doit être résorbé sans délai par l'application de l'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL : s'il y a 50 heures de travail pour 30 ouvriers, il faut réduire la semaine à 30 heures et embaucher 50 ouvriers sans réduction du salaire hebdomadaire.

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Travailler d'abord, revendiquer ensuite... cela n'a jamais été une formule acceptée par les trotskystes. Ils sont trop conscients de la détresse des masses laborieuses pour prêcher la résignation devant les patrons. Ils disent au contraire : les travailleurs doivent être en mesure de se procurer les produits de consommation courante qui reparaitront sur le marché. C'est la condition même de la reprise. Il faut donc de toute urgence relever considérablement leur pouvoir d'achat ridiculement bas. Depuis un an, les prix n'ont cessé d'augmenter et Parodi a bloqué les salaires. Tant que les prix ne seront pas stabilisés (et la course au profit les fait monter toujours plus haut et plus vite), les salaires doivent être réajustés automatiquement en suivant l'indice des prix établi par la C.G.T. Pour enrayer la misère, pour relever le pouvoir d'achat des travailleurs : ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

EST-CE IMPOSSIBLE ?

Les trotskystes ne cachent pas que les deux cents familles et leurs valets bonapartistes mettront tout en œuvre pour faire obstacle à ces mesures. D'aucuns diront que ce programme est très bon, mais que les résistances seraient si fortes que l'application en est impossible. Ils n'hésiteront pas à nous accuser de gauchisme.

Impossible ?

Oui certes, il est impossible d'appliquer un tel plan si on a juré alliance et fidélité à de Gaulle et aux bourgeois «résistants».

NON, si à la ruse des capitalistes on oppose la force irrésistible de la classe ouvrière MOBILISEE pour ses intérêts de classe et entraînant à la lutte contre les trusts les classes moyennes de la ville et des champs.

LE PROGRAMME DU C.N.R. PEUT-IL SERVIR DE BASE A UNE TELLE ACTION ?

Certes, le programme du C.N.R. se prononce pour les nationalisations et la lutte contre les trusts. MAIS il ne réclame pas l'expropriation des gros capitalistes. MAIS il n'indique ni comment, ni par qui, ni au profit de qui se feront les nationalisations. MAIS, et c'est là son plus grand défaut, il s'en remet au bon plaisir de de Gaulle, le commis des trusts au gouvernement, pour entreprendre la lutte contre les trusts. Comment imaginer plus grande absurdité ? D'ailleurs, il est bon de noter qu'aucun des nombreux groupements qui se réclament de ce programme n'a fait le premier pas dans la voie de son application.

Ainsi s'explique l'adhésion au programme du C.N.R. du fils du banquier Blocq-Mascart et du rusé compère Herriot au nom de ses amis radicaux, qui font profession depuis un demi-siècle de duper les classes moyennes pour les enchaîner au trône du grand capital. Le programme du C.N.R. c'est la planche de salut des démagogues usés !

LA CHARTE COMMUNE DU P.S. ET DU P.C.F., à un moindre degré, fait preuve de la même inconséquence : non seulement elle n'exclut pas l'indemnisation des gros actionnaires, non seulement elle passe sous silence la nécessité des Comités d'usines et du Contrôle ouvrier sur la production, mais encore, et c'est beaucoup plus grave, elle est reniée dans les faits jour après jour par les deux partis qui ne font rien pour l'appliquer. Le seul programme cohérent pour donner à tous du travail et du pain est le programme que vous proposent les trotskystes.

Pas de Constitution démocratique sans l'initiative et le contrôle des masses travailleuses

La deuxième tâche de la Constituante sera de poser les bases d'une Constitution rétablissant et élargissant les libertés démocratiques.

Seule une CONSTITUANTE SOUVERAINE peut poser ces bases.

Mais la nouvelle Constitution ne sera pas le produit arithmétique des bulletins de votes pas plus que des manœuvres parlementaires ; elle dépendra de l'audace et de l'énergie avec laquelle la classe ouvrière interviendra dans la lutte des classes pour imposer ce principe essentiel :

IL N'EXISTE PAS D'AUTRE POUVOIR LEGITIME QUE CELUI DU PEUPLE.
Par conséquent :

1° Les députés sont révocables à tout moment. Ils ne conservent leur mandat qu'aussi longtemps qu'ils respectent leurs engagements. Ils doivent rendre des comptes périodiquement, se soumettre au contrôle permanent de leurs électeurs, présenter leur vie publique au grand jour.

Ils ne touchent d'autre salaire que celui d'un ouvrier qualifié.

2° Les ministres sont révocables à tout instant par l'Assemblée devant laquelle ils sont INDIVIDUELLEMENT responsables. Le gouvernement est l'émanation de l'Assemblée, elle-même émanation de la volonté du peuple.

3° L'élection de l'Assemblée se fait au suffrage universel, direct, secret. Par conséquent, il ne peut être question d'une deuxième Chambre élue ou non selon un autre mode de scrutin. C'est là une revendication essentielle de la démocratie. D'autre part, on ne peut parler d'élections démocratiques que si l'on établit la représentation proportionnelle intégrale, que si le droit de vote et l'éligibilité appartiennent à TOUS les citoyens à partir de 18 ans : aux soldats, aux travailleurs immigrés, aux travailleurs coloniaux sans exception (de Gaulle donne 100 députés aux colons fascistes et aux privilégiés indigènes qui collaborent avec l'impérialisme, mais se garde de donner la parole à la masse des exploités coloniaux !).

4° Les administrations centrales, civiles et militaires, constituent des castes privilégiées, inféodées au grand capital, toutes puissantes et incontrôlées, bastions de la réaction la plus cynique et la plus brutale. Elles doivent être démantelées. Leurs fonctions seront exercées par des CORPS ELUS.

Les préfets et sous-préfets de Napoléon, les commissaires de la République — héritiers des préfets régionaux de Vichy — doivent être supprimés.

5° La Constitution doit proclamer la Souveraineté des minorités nationales et des peuples coloniaux, y compris leur droit de séparation.

6° La police mercenaire, publique ou secrète, sera supprimée et le service d'ordre assuré par les MILICES OUVRIERES en armes. La façon la plus élémentaire de montrer que l'on fait honnêtement, réellement, « confiance aux masses », c'est de reconnaître leur DROIT A L'ARMEMENT et à l'organisation pour employer ces armes à la défense de leurs libertés.

7° La seule justice est la justice du peuple. Les juges merce

naires seront remplacés par des TRIBUNAUX POPULAIRES élus. Alors seulement commencera une épuration qui sera autre chose qu'une mise en scène tragi-comique pour sauver le prestige de nos maîtres impérialistes.

8° A l'armée, les privilèges de la caste des officiers doivent être brisés. Pas d'armée de métier. Armement général du peuple. Election des officiers par les soldats, formation de cadres dans des écoles contrôlées par les syndicats.

Tels sont les principes qui doivent être inscrits dans toute Constitution qui ne veut pas priver les masses des libertés démocratiques. Pour ces principes, les trotskystes vous appellent à engager le combat. Il s'agit bien d'un combat, car la bourgeoisie s'efforcera par tous les moyens de nous gratifier d'une réforme à la Doumergue-Pétain. Là encore, pour briser les résistances, l'initiative et l'intervention active des masses est nécessaire, car LA SEULE FORCE CAPABLE DE S'OPPOSER A LA DICTATURE PERSONNELLE DES AGENTS DES TRUSTS EST L'IMMENSE FORCE D'UNE CLASSE OUVRIERE CONSCIENTE DE SES INTERETS ET DE SES OBJECTIFS.

COMMENT REALISER CE PROGRAMME ?

Gouvernement Socialiste-Communiste-C.G.T.

Les trotskystes n'ont pas cessé au cours de l'année écoulée de demander au parti socialiste, au parti communiste français et à la C.G.T. de rompre la coalition avec les agents des trusts et de prendre tout le pouvoir. Malgré l'accueil favorable des militants de ces partis à notre mot d'ordre, les chefs ont fait la sourde oreille et se sont contentés de strapontins dans le gouvernement des trusts qu'ils couvraient ainsi de leur prestige. Ils portent pour cela devant la classe ouvrière la plus grande part de responsabilité de l'impasse politique actuelle et des maux dont nous souffrons.

Le résultat immédiat le plus important que les masses populaires attendent des élections présentes, c'est la formation d'un gouvernement des partis ouvriers et l'application de leur programme.

Oui ou non, ces partis veulent-ils les nationalisations ?

Oui ou non, veulent-ils lutter contre les trusts ?

Si oui, si ce programme n'est pas pure démagogie, ils doivent tout mettre en œuvre pour le réaliser. C'est-à-dire qu'au lieu de diviser la classe ouvrière et de se camoufler derrière les bourgeois « résistants » ou la clique des faillis radicaux vomis par le peuple, ils doivent réaliser un FRONT UNIQUE ouvrier d'action et former un gouvernement excluant les agents directs ou camou-

flés des trusts, donc comprenant uniquement des socialistes, des communistes — français et des syndicalistes. Admettre des ministres capitalistes dans son sein, ne serait-ce qu'un seul radical ou M.R.P., serait admettre le sabotage du programme, et par conséquent aller au devant d'un échec que la démagogie fasciste aurait beau jeu d'exploiter.

Les trotskystes, comme par le passé, ne cesseront pas de combattre pour obliger les deux partis ouvriers à prendre en commun leurs responsabilités entières, à exercer tout le pouvoir pour réaliser leurs promesses de réformes démocratiques.

Ils donneront tout leur appui à un gouvernement ouvrier luttant résolument contre les capitalistes et leurs agents. L'initiative de former ce gouvernement susciterait un enthousiasme populaire si grand que tous les obstacles dressés par les 200 familles seraient balayés. Est-ce de cet enthousiasme que les chefs ouvriers ont peur ? Ont-ils peur du peuple ?

COMMENT DEFENDRE LE GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE-C.G.T. ?

Comment assurer la réalisation de son programme ?

Sans cet enthousiasme populaire, sans l'intervention active des masses laborieuses dans la vie politique du pays, la volonté réactionnaire de la minorité privilégiée s'imposera comme par le passé, quel que soit le résultat des élections. Le gouvernement sera incapable de faire de son programme une réalité. Bien plus ! De Gaulle pourra mettre en œuvre son plan de domestication de la Constituante et empêcher la constitution du gouvernement des partis ouvriers.

Au contraire, une Constituante contrôlée par les masses ne pourrait pas être manœuvrée ou achetée par les trusts, ni dissoute par un nouveau Bonaparte.

La volonté populaire s'exprimait dans les Assemblées de base des masses qui, même en dehors des lois écrites, représentent l'assise réelle de toute Constitution démocratique et font de celle-ci, non un texte vide, mais une formule vivante.

C'est pourquoi le P.C.I. propose au Parti communiste français et au Parti socialiste le front unique pour faire élire partout :

I. — LES COMITES DE DEFENSE DE LA CONSTITUANTE qui mobiliseront les travailleurs pour imposer la proportionnelle intégrale et appliqueront la décision des Etats Généraux de faire imprimer des millions de bulletins de vote portant la mention : « Pour une Constituante souveraine » ; qui après les élections

seront l'instrument indispensable du peuple pour défendre la Souveraineté de la Constituante, pour soutenir le gouvernement ouvrier et pour lui imposer le respect de son programme, en contrôlant, en stimulant les délégués, en les révoquant s'ils capitulent devant la bourgeoisie.

II. — LES COMITÉS D'USINES d'ouvriers et de techniciens, armature indispensable à l'application du plan. Ils prendront en gestion les entreprises nationalisées et contrôleront les entreprises secondaires non encore nationalisées.

III. — LES COMITÉS DE MENAGERES pour le contrôle du RAVITAILLEMENT, le recensement et la répartition des LOGEMENTS, la direction des œuvres sociales.

IV. — LES COMITÉS DE PAYSANS TRAVAILLEURS qui élaboreront un plan de production agricole et en contrôleront l'application, qui dénonceront les traficotages des gros propriétaires terriens et organiseront en liaison avec les Comités de petits commerçants, les organisations ouvrières et les Comités de ménagères LE RAVITAILLEMENT DIRECT DES VILLES.

V. — LES COMITÉS DE SOLDATS pour le respect des libertés démocratiques à l'armée, des conditions de vie des soldats et pour briser toute tentative d'utilisation de l'armée contre les travailleurs.

C'est la seule voie qui puisse permettre au gouvernement ouvrier et paysan de résister aux attaques de la banque et de l'industrie. Cela signifie, certes, que l'on s'engage résolument dans la voie de la Révolution socialiste. En effet, les partis ouvriers exerçant le pouvoir en régime bourgeois, cela n'apporte pas de solution définitive, et l'application d'une politique conforme aux intérêts et aux aspirations des masses propose la question : QUI EST LE MAÎTRE ? Les policiers, militaires, juges, bureaucrates, politiciens au service du capitalisme, OU les Comités d'ouvriers, de techniciens, d'employés, les Comités de ménagères, des paysans-travailleurs, les milices ouvrières ? La bourgeoisie et ses agents veulent rester les maîtres. Les travailleurs doivent chasser la bourgeoisie du pouvoir. Celle-ci emploiera la force et la ruse. La lutte sera dure. Mais les travailleurs sont le nombre. Ils sont dans les usines qui fabriquent les armes, ils sont dans les casernes où l'on apprend le maniement des armes. Vigilance et combativité leur assureront le triomphe du seul régime vraiment démocratique : LE POUVOIR OUVRIER DES COMITÉS ! LE POUVOIR DES SOVIETS DES DÉPUTÉS OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ! L'enjeu est de taille. Le sort des masses travailleuses se joue actuellement. Ces élections seront une étape décisive et le P.C.I. s'efforcera d'y introduire une tactique claire et prolétarienne. Cette clarté si précieuse, les trotskystes sont les seuls à pouvoir l'apporter. Ils laissent la manœuvre à ceux qui veulent tromper les ouvriers.

La tactique électorale des

trotskystes :

1^o Votez pour une Constituante Souveraine

De Gaulle tend un piège. Le parti de Blum y tombe de bonne grâce.

OUI à la 1^{re} question, cela signifie qu'il y aura une Constituante. C'est une question essentielle.

NON à la 1^{re} question, cela signifie qu'il n'y aura pas de Constituante. Le parti d'Herriot vote *non*, ce qui rend sans objet la 2^e question. Il veut perpétuer la Constitution de 1875 qui fit sa fortune de valet des trusts.

Votez OUI à la 1^{ère} question

OUI à la 2^e question, cela veut dire accepter la limitation des pouvoirs de la Constituante, donc son impuissance et le triomphe de De Gaulle et des trusts. Le parti de Blum vote oui à cette question.

NON à la 2^e question, cela veut dire : Constituante souveraine. Le parti de Thorez vote *non* à la 2^e question, mais s'allie aux radicaux ennemis de la Constituante.

Votez NON à la 2^{ème} question

2° Votez pour les Candidats ouvriers !

Nous appelons les travailleurs des villes et des champs à voter pour les candidats ouvriers. Ce vote doit être une véritable levée en masse contre la bourgeoisie et les politiciens tarés à sa solde

— pour donner un coup d'arrêt à l'offensive réactionnaire,
— pour rendre possible la réalisation d'un programme démocratique.

— pour donner un mandat impératif aux délégués d'avoir à appliquer leur programme sans qu'ils puissent se défilier derrière leurs alliés bourgeois de l'U.D.S.R. ou du parti radical.

3° Pour quels Candidats ouvriers voter ?

La honteuse caution de 20.000 fr. imposée par Tixier nous contraint à un nombre restreint de candidatures.

A) Dans votre circonscription, il n'y a pas de candidat trotskyste :

— Votez pour une liste ouvrière pure, sans bloc avec le M.R.P., les radicaux, l'U.D.S.R. ou toute autre officine des trusts.

— Votez de préférence pour les candidats partisans de la Constituante souveraine (OUI — NON).

B) Dans votre circonscription, les trotskystes présentent des candidats :

Votez pour les Candidats Trotskystes

Si vous avez compris qu'il faut :

— UN PROGRAMME sans équivoque,

— UN PARTI décidé à appliquer son programme parce qu'il n'a passé alliance avec aucune fraction de la bourgeoisie,

— DES CANDIDATS qui soient des ennemis irréductibles des capitalistes affameurs, des militants dévoués de la classe ouvrière, les candidats du seul parti qui ne pactise pas avec les non - non et ne rampe pas devant de Gaulle.

— Si le refus obstiné du P.C.F. et du P.S. de rompre la coalition pour appliquer leur programme vous empêche de leur donner une confiance aveugle.

— Si vous craignez de voir se reproduire en France l'exemple du parti travailliste anglais qui reprend à son compte lorsqu'il est au pouvoir la politique de Churchill.

— Vous tous qui voulez une solution à vos maux qu'engendre le capitalisme :

Votez pour les Candidats Trotskystes (P. C. I.)